



**IEV
CTFMED**
Coopérer au-delà des frontières
en Méditerranée



Programme financé par
l'**UNION EUROPÉENNE**



**REGIONE AUTÒNOMA
DE SARDIGNA
REGIONE AUTONOMA
DELLA SARDEGNA**

Principales caractéristiques du premier appel à projets standard

Le premier appel à propositions en bref

- ✓ Appel portant sur les 11 Priorités du Programme
- ✓ Total des fonds IEV disponibles pour cet appel: € 84,6 millions
- ✓ Allocation financière par priorité
- ✓ Critère de participation : partenariat représentant au moins 3 pays (dont un Pays Méditerranéen de l'UE et un Pays Partenaire Méditerranéen)
- ✓ Durée prévue d'un projet: 18, 24 ou 36 mois

Appel 1 – Documents (1/2)

Documents de référence à consulter avant de soumettre une proposition de projet :

- ✓ Texte de l'appel à propositions
- ✓ Lignes directrices à l'intention des Demandeurs
- ✓ Programme Opérationnel Conjoint
- ✓ Glossaire
- ✓ Modèle de Contrat de Subvention
- ✓ Modèle de Convention de Partenariat
- ✓ Note sur les Aides d'Etat
- ✓ Note sur la capacité financière
- ✓ Règles nationales spécifiques



REGIONE AUTÒNOMA
DE SARDIGNA
REGIONE AUTONOMA
DELLA SARDEGNA

Appel 1 – Documents (2/2)

Documents nécessaires pour soumettre une proposition :

Formulaire de demande électronique (FDE)



Seul moyen de déposer une proposition de projet

Documents obligatoires à télécharger avec le FDE:

- ✓ Déclaration du Demandeur
- ✓ Déclaration du Partenaire
- ✓ Déclaration des Organisations Internationales (le cas échéant)
- ✓ Déclaration du partenaire associé (le cas échéant)
- ✓ Evaluation de la capacité financière
- ✓ Grille d'auto-évaluation sur les aides d'Etat
- ✓ Calcul des coûts administratifs

Appel 1 – Répartition des fonds UE 1/2

Budget total de l'appel : € 84.668.413,86

Promouvoir le développement économique et social

€ 50.801.048,31

1. Développement des entreprises
et des PME

1.1 Soutenir les start-up et les nouvelles
entreprises innovantes

€ 6.773.473,11

1.2 Renforcer les réseaux, chaînes de
valeur, groupements (clusters) et
consortiums euro-méditerranéens

€ 6.773.473,11

1.3 Encourager les initiatives et actions
en matière de tourisme durable

€ 6.773.473,11

2. Soutien à l'éducation, la
recherche, au développement
technologique et à l'innovation

2.1 Faciliter le transfert technologique
et la commercialisation des résultats de
la recherche

€ 7.620.157,25

2.2 Soutenir les PME dans leur accès à la
recherche et à l'innovation

€ 7.620.157,25

3. Promotion de l'inclusion sociale
et lutte contre la pauvreté

3.1 Fournir aux jeunes, notamment NEETS et
femmes, des compétences utilisables sur le
marché

€ 7.620.157,25

3.2 Soutenir les acteurs de l'économie
sociale et solidaire

€ 7.620.157,25



REGIONE AUTONOMA
DE SARDIGNA
REGIONE AUTONOMA
DELLA SARDEGNA

Appel 1 – Répartition des fonds UE 2/2

Budget total de l'appel: € 84.668.413,86

Relever les défis environnementaux
communs

€ 33.867.365,55

Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation
du changement climatique

4.1 Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau

€ 8.466.841,39

4.2 Réduire la production de déchets municipaux et promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale de la composante organique

€ 8.466.841,39

4.3 Soutenir les rénovations énergétiques économiquement efficaces et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques

€ 8.466.841,39

4.4 Incorporer l'approche de gestion éco-systémique à la GICZ dans la planification du développement local

€ 8.466.841,39

CRITERES D'ADMISSIBILITE

Chap. 4 Lignes directrices à l'intention des Demandeurs (LdD)

- ✓ Territoires éligibles
- ✓ Dimension financière
- ✓ Conditions spécifiques
- ✓ Éligibilité des Demandeurs et des partenaires
- ✓ Coûts éligibles et structure du budget

Territoires éligibles (par. 4.1 LdD)

Pays participant au Programme :

- **PMUE:** Chypre; Espagne; France; Grèce; Italie; Malte; Portugal.
- **PPM:** Egypte*; Israël*; Jordanie; Liban*; Palestine; Tunisie.

Règles générales (par. 4.3.1) :

- ✓ Les Demandeurs et partenaires doivent être établis uniquement dans les régions éligibles des pays participants (max. 3 organismes provenant du même pays)
- ✓ Les partenaires provenant par des régions limitrophes (liste par. 4.1) **sont admis** à condition que le budget dédié à leur participation ne dépasse pas 20% du total de coûts directs du budget (voir par. 4.3.1)
- ✓ Les Demandeurs et partenaires provenant de Pays Partenaires Méditerranéens (PPM) sont éligible à condition que leur pays ont signé la Convention de Financement avec la CE avant de la date limite pour la soumission de propositions.

Ces pays doivent encore signer la CF avec la CE . Voir la liste de PPM qui ont signé la CF, mise à jour, sur : www.enicbcmmed.eu



REGIONE AUTONOMA
DE SARDIGNA
REGIONE AUTONOMA
DELLA SARDEGNA

Territoires éligibles (par. 4.1 LdD) : activités

Règle générale : les activités de projet **doivent** être mises en œuvre dans les territoires éligibles des pays qui sont représentés dans les partenariats.

Exceptions :

- ✓ Uniquement dans le cas où des partenaires proviennent des régions limitrophes, les activités **peuvent** être mises en œuvre dans ces territoires.
- ✓ Activités en-dehors de la zone de coopération : permises **au cas par cas** en considérant la valeur ajoutée à décrire et justifier dans le FDE.

Conditions spécifiques d'éligibilité géographique (par. 4.3.1 LdD)

Participation admise avec limitations pour les :

Organisations internationales



seulement si elles ont une structure opérationnelle dans la zone éligible. Elles ne contribuent pas à remplir le critère minimal concernant le partenariat (voir par. 4.4.2).

Ministères et administrations publiques nationales en-dehors des territoires éligibles



si la **valeur ajoutée** de leur participation est démontrée et si les activités sont mises en œuvre **par des structures locales** (si disponibles).

Conditions spécifiques d'éligibilité géographique des Demandeurs et partenaires (par. 4.3.1 LdD)

Siège central en-dehors de la zone éligible mais bureau ou une structure décentralisée dans une région éligible



1) Si le bureau **existe depuis au moins 2 ans** avant la date limite pour la soumission de propositions

et

2) **Démontre de posséder** la capacité d'assumer des obligations légales et une responsabilité financière

Demandeurs et partenaires de la région de Lisbonne



peuvent participer uniquement aux projets liés à l'Objectif Primordial 1

Eligibilité des Demandeurs et partenaires (4.3.2)

La participation des organismes ayant le statut juridique suivant est permise :

- ✓ **Organismes publics** (national, régional, local ou autre organisme public)
- ✓ **Organismes de droit public** selon les dispositions de l'art. 2(4) de la Directive 2014/24/UE (dans le PPM ces entités sont celles qui doivent suivre les règles nationales, à vérifier avec le Point de Contact National)
- ✓ **Organismes privés** (Entreprises, ONG, associations et autres organismes sans but lucratif etc.)
- ✓ **Organisations internationales** avec des limitations (voir par. 4.4) instituées par des accords intergouvernementaux et qui acceptent les obligations spécifiques prévues par le Programme **à travers une déclaration spécifique à soumettre avec la proposition.**

Autres formes de participation (par. 4.3.2)

Entités qui ne sont pas ni Demandeur ni partenaires :

- ✓ **Associés** ➡ participent effectivement au projet mais ne bénéficient pas de financement au titre de la subvention à l'exception des frais de voyage et de séjour (payé par le Demandeur ou l'un des PP). Ils ne doivent pas répondre aux critères d'éligibilité géographique. **Le rôle d'associé n'est pas compatible avec celui de sous-traitant.** Les associés ne peuvent donc pas participer aux appels d'offres lancés par le projet. Une déclaration spécifique sur leur participation est à soumettre avec la proposition.
- ✓ **Sous-traitants (prestataires de services)** ➡ certaines activités peuvent être sous-traitées par le Demandeur ou les PP mais elles **ne peuvent pas porter sur l'essentiel des activités clés du projet.** En outre, le Bénéficiaire principal et les partenaires ne peuvent pas agir en qualité de sous-traitants d'autres partenaires.
- ✓ **Bénéficiaires de subventions en cascade** ➡ peuvent être de personnes physiques ou morales qui doivent être résidentes/établies dans les pays où sont établis le Demandeur et les partenaires (max. 60.000 par tierce partie et jusqu'à 30% des coûts directs du projet).

Dimension financière des projets

- ✓ Contribution minimale de l'UE → € 1.000.000
- ✓ Contribution maximale de l'UE → € 3.000.000
- ✓ Coût total maximal du projet → € 3.500.000

MAIS

Contribution max. UE : **90%** des coûts éligibles totaux du projet

Cofinancement min. : **10%** des coûts éligibles totaux du projet

EXEMPLE :

Coût total du projet : € 3.400.000

Contribution IEV : € 3.000.000 (approx. 88%)

Cofinancement du projet : € 400.000 (approx. 12%)

Conditions spécifiques (4.4)

Conditions à respecter :

1. Les Demandeurs peuvent soumettre une seule proposition **par priorité (message d'alerte dans le FDE)** ;
2. **Aucune limitation** concernant la participation au niveau des partenaires;
3. 2 subventions max. seront octroyées (les deux propositions ayant obtenu avec les meilleures notes) **au même Demandeur** ;

Exemple: la même université (considérée comme la même entité malgré l'indépendance fonctionnelle de leurs départements ou unités) peut déposer **un maximum de 11 propositions** comme Demandeur (une pour chaque priorité) mais dans le cas où elles sont toutes retenues, seule les deux propositions ayant obtenu avec les meilleures notes seront financées.

Conditions financières spécifiques (4.4.3)

Au moins 50 % des coûts totaux directs du projet doivent être consacrés à des activités mises en œuvre dans les PPM



a) Allocation d'au **moins 50 %** des coûts directs inscrits au budget aux partenaires issus des PPM

ou

b) Allocation inférieure au pourcentage minimal, la différence par rapport aux 50 % doit être justifiée par des activités réalisées par le Bénéficiaire principal et/ou le(s) partenaire(s) dans les Pays Partenaires Méditerranéens.

Exemple: coûts totaux directs du projet = € 2.000.000

a) Au moins € 1.200.000 (60%) alloués directement aux PPM;

b) € 800.000 (40%) alloués au PPM et € 400.000 (20%) gérés par les PP de l'UE pour réaliser des activités dans le PPM (les voyages et les ressources humaines ne sont pas comptabilisées !).

Conditions financières spécifiques (4.4.3)

Règle générale : au maximum **de 35 %** des coûts directs totaux peuvent être alloués à **un seul partenaire** de projet.

Exception :

- ✓ un **seul partenaire provenant des PPM** qui doit donc gérer au moins 50 % du budget total.

Exemple: coûts totaux directs du projet = € 2.000.000

Demandeur (Grèce): € 600.000 (30%)

PP1 (Italie): € 400.000 (20%)

PP2 (Tunisie): € 1.000.000 (50%) ➡ **attention à la capacité financière !**

Respect des dispositions sur les aides d'État (par. 4.5)

Règlement UE 897/2014 art. 12, 31 et 39 : les Demandeurs et partenaires doivent respecter les règles sur les aides d'Etat

Application par le Programme :

- ✓ Sujets privés ou publics provenant des **PMUE** (dans leur rôle d'acteurs économiques) peuvent recevoir des fonds du Programme sans excéder le seuil établi par le Règlement *de minimis* (EC) 1407/2013.
- ✓ **Dans les PPM, les mêmes dispositions sont applicables sur la base des accords bilatéraux** avec l'UE et seulement dans le cas où l'aide affecte le commerce entre l'UE et le pays concerné (voir la note sur les aides d'Etat).
- ✓ Aides d'état **vs** activités de projet → grille d'auto-évaluation spécifique à déposer avec le FDE.
- ✓ **Déclaration sur les aides d'états** → (seulement pour les organismes concernés) pièce justificative lors de l'étape 2 du processus d'évaluation.

Propositions inéligibles (par. 4.7) et cas d'exclusion (par. 4.8)

Les propositions de projet concernant principalement ou dans leur totalité les activités ci-dessous sont inéligibles :



parrainage de la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences, congrésses; bourses individuelles d'études ou de formation etc.

Les Demandeurs et les partenaires sont exclus de la participation à cet appel ou de l'octroi d'une subvention:



(voir Art. 45 RO IEV) ils sont en état ou font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, fraude, corruption, conflit of intérêt, etc.

Cas spécifiques : impossibilité de rembourser l'AG et/ou la CE des sommes indûment perçues dans le cadre d'un Programme IEVP et/ou d'un autre Programme financé par l'UE ; tentative d'obtenir des informations confidentielles ou d'influencer les évaluateurs